

Publié le 02/04/2009 à 15:41 Reuters

# L'islam en Indonésie, traditionnellement modéré, se sent menacé



La tradition d'un islam ouvert et modéré en Indonésie est menacée par la progression du radicalisme favorable à la création d'un Etat islamique ou d'un califat international, selon un rapport rendu public jeudi à Djakarta. /Photo d'archives/REUTERS/Mahendra L.A

La tradition d'un islam ouvert et modéré en Indonésie est menacée par la progression du radicalisme favorable à la création d'un Etat islamique ou d'un califat international, selon un rapport rendu

public jeudi à Djakarta.

Ce document, intitulé "L'illusion d'un Etat islamique : l'expansion des mouvements islamistes transnationaux à l'Indonésie", est publié conjointement par la fondation de l'ancien chef de l'Etat Abdurrahman Wahid, l'Institut Maarif et le mouvement "Bhinneka Tunngal Ika" ("Unité dans la diversité").

Selon lui, des islamistes du Parti de la justice et de la prospérité (PKS) et du Hizbut Tahrir Indonesia (HTI) infiltrent progressivement les groupes musulmans modérés et le système éducatif du pays.

Le PKS, qui pourrait se retrouver dans une coalition gouvernementale à l'issue des élections législatives du 9 avril, dément vouloir imposer la loi islamique dans l'archipel.

Le Hizbut Tahrir, lui, se dit favorable à la charia et à la création d'un califat, mais uniquement par des moyens pacifiques.

"Des politiciens opportunistes qui travaillent avec des groupes et des partis extrémistes ont joint leurs forces à celles des radicaux pour plonger notre nation dans l'abîme", affirme le rapport, qui prône un islam modéré, des réformes démocratiques et le pluralisme religieux.

"Ils menacent l'avenir de notre nation pluriethnique et pluri religieuse", ajoute-t-il dans le résumé de ce rapport.

## AIDES FINANCIÈRES

D'anciens dirigeants des deux principales organisations musulmanes du pays, le Nahdlatul Ulama (NU) et le Muhammadiyah, qui revendiquent au total plus de 70 millions de partisans, ont participé à la rédaction de ce rapport.

L'Indonésie, dont la majorité de la population est musulmane, accueille des minorités chrétienne, hindouiste et bouddhiste.

Le rapport précise que les extrémistes gagnent de l'influence dans les mosquées et autres institutions religieuses par des moyens bien prosaïques, en proposant des aides financières, voire des services gratuits, comme pour le nettoyage des locaux.

Le PKS, qui se veut le champion de la lutte anti-corruption, vise 20% des voix le 9 avril afin de pouvoir présenter un candidat à la présidentielle du 8 juillet. Les sondages ne lui accordent actuellement pas plus de 10% des suffrages.

"Il n'est pas question d'infiltration, de projet secret, nous sommes un parti qui vit au grand jour", assure son porte-parole, Ahmad Maburi.

Pour son homologue du Hizbut Tahrir Indonesia, Ismail Yusanto, parler d'"infiltration" est "une pure provocation" visant à nuire à sa formation. Celle-ci, a-t-il souligné, ne reçoit aucun financement de l'Arabie saoudite, comme on l'affirme trop souvent.

La province d'Aceh est la seule du pays où la loi islamique est officiellement appliquée mais certaines pratiques, comme le port du voile pour les femmes ou la récitation du Coran à l'école, ont tendance à s'étendre ailleurs dans l'archipel.

Version française Guy Kerivel